



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Un « désir » de Front ?

C'est un fait, le Front national est installé par les grands médias au centre des préoccupations politiques. Cela reflète évidemment une réalité. Et qui n'est pas que française, le mouvement d'extrémisation est européen, avec des intensités diverses. Mais, il faut quand même s'interroger sur la « complaisance » avec laquelle le phénomène est traité. Alors que le Parti socialiste, quoiqu'il fasse et, dans une certaine mesure, Les Républicains (LR), sont passés au tamis de la critique, les positions du Front national sont traitées, le plus souvent, comme des faits allant de soi. Il est frappant de voir comme la fable de la « dédramatisation » du Front, entretenue, évidemment, par ses dirigeants actuels, alors que rien n'a changé dans ses fondamentaux, un nationalisme xénophobe, est prise comme argent comptant. Il y a, à l'évidence, une question qui mérite d'être posée. Il y a une explication un peu courte - mais qui a sa part de vérité. Le Front national est « vendeur ». Il constitue un objet d'attraction puisqu'il se présente « contre le système ». Et le résultat paradoxal est sa participation démultipliée dans les grandes émissions politiques, alors qu'il se dit victime de la « pensée unique » ! Mais, il y a aussi une explication plus trouble, c'est la fascination, quasi hypnotique, qu'il exerce dans une société fatiguée, quelque peu, d'elle-même, où une part des élites intellectuelles et médiatiques jouent avec l'idée de « la crise qui vient ». Le fait a existé dans d'autres périodes historiques, malheureusement. La politique du pire a montré tous les dégâts qu'elle pouvait faire...

Ne pas demeurer « passifs » vaut pour les médias dans une démocratie (qui doit aspirer à le rester...) Mais, évidemment, encore plus pour nous. La justification - pas fautive, mais trop facile - qui voudrait que les arguments ne soient pas entendus, que le « désir » est trop fort de faire autre chose, est dangereuse et, qui plus est, fautive. Le débat entre Pierre de Saintignon, Marine Le Pen et Xavier Bertrand, mardi dernier, montre qu'il n'y a non seulement rien à perdre, mais beaucoup à gagner, à débattre, critiquer, proposer. Il était assez clair que Marine Le Pen s'en tient à des généralités, toutes fondées sur la fautive solution du repli national, régional, quasiment local, qui n'apportent aucune solution réelle. Présenter des actions précises, déjà mises en œuvre et à venir, est une nécessité. Mais, Pierre de Saintignon montre aussi qu'il faut être ferme sur les valeurs. Il y a, dans le fond, un mépris intolérable à laisser penser que les catégories populaires sont incapables de générosité et d'hospitalité. La puissance publique a une grande responsabilité pour maîtriser les situations difficiles, c'est un fait. Mais nous sommes, toutes et tous, responsables de ce que doit être une société humaine. Les bouleversements, économiques, sociaux, culturels que nous connaissons créent des inquiétudes et des peurs. Il ne faut pas les laisser sans réponse, ce serait les justifier. Il ne faut rien laisser passer. Nous sommes les premiers à devoir le faire. Espérons que cette responsabilité sera comprise de tous.



Gaël Brustier...

... est politologue, associé au Cevipol à l'Université libre de Bruxelles. Il est notamment l'auteur de « *Le Mai 68 conservateur - Que restera-t-il de la Manif pour tous ?* » (éditions du Cerf, 2014). Son dernier livre, « *A demain Gramsci* », vient de paraître aux éditions du Cerf. Il y souligne la nécessité, à gauche, d'un projet collectif capable de susciter l'adhésion d'une large majorité de nos concitoyens.

« Gramsci est le penseur de l'avenir »



En quoi Antonio Gramsci peut-il nous donner les clés pour comprendre la crise idéologique que vit notre pays, aujourd'hui ?

Gramsci, c'est le penseur des crises, celui qui s'interroge sur la régénération du capitalisme. Il réfléchit également sur l'hégémonie culturelle, sur ce que l'on appelle le « bloc historique », en se demandant comment, dans un contexte particulier, il est possible d'obtenir le consentement de la population. Pourquoi, par ailleurs, celui-ci se délite et les raisons pour lesquelles les classes dirigeantes se retrouvent en capacité d'entraîner

d'autres groupes sociaux, en recourant, le cas échéant, à la coercition.

Il nous permet donc de penser la crise qui sévit dans le pays, depuis 2008, tout en nous aidant à saisir les difficultés de la social-démocratie, et les raisons de la montée en puissance des droites radicales et de la crise existentielle que traversent les droites conservatrices.

Il en est de même pour ce qui concerne la gauche radicale, coincée entre le rappel au monde ancien et l'invention de nouvelles formes de mouvement comme celui de Podemos, en

Espagne. En clair, Gramsci est le penseur de l'avenir, dont les outils s'avèrent très utiles et dont la postérité intellectuelle – Stuart Hall, penseur de la gauche britannique, aujourd'hui disparu, connu notamment pour ses travaux sur le thatchérisme, ou Nicos Poulantzas, théoricien marxiste disparu en 1979 – est à nouveau en vogue pour comprendre la société contemporaine et forger un nouvel ordre politique.



Ce théoricien marxiste, cofondateur du Parti communiste italien, en 1921, et auteur de Cahiers de prison, est l'inventeur du concept d'« hégémonie culturelle » Pourquoi la gauche n'est-elle plus en mesure de définir les critères de l'évidence morale dans le champ politique ?

Deux phases sont emboîtées l'une dans l'autre. À partir des années 1970 et avant la chute du Mur, ce qui apparaissait comme le consensus social-démocrate dans les pays de l'Europe de l'Ouest a prospéré au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Italie tenait lieu d'hégémonie culturelle. Avec des modalités et des implications diverses. Tout ceci s'est fragilisé, jusqu'à s'effriter, et à exploser sous les coups de la crise et de l'établissement du néolibéralisme qui a été porté, de manière spectaculaire, par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Tant et si bien que la gauche a été bien en peine de répondre à cette évolution. Elle a pu surnager, par moments, sous l'effet de recompositions idéologiques, comme en Angleterre, avec la Troisième voie blairiste, en Italie, avec Massimo D'Alema, ou en France, lorsque François Mitterrand est parvenu à mobiliser la jeunesse, entre 1986 et 1988, en profitant des erreurs commises par Jacques Chirac et de la droite qui s'était alors radicalisée. Mais, la crise de 2008 a changé la donne. Et, au contraire de ce qui s'était passé à la fin les an-

« Gramsci est le penseur de l'avenir, dont les outils s'avèrent très utiles et dont la postérité intellectuelle - Stuart Hall, penseur de la gauche britannique, aujourd'hui disparu, connu notamment pour ses travaux sur le thatchérisme, ou Nicos Poulantzas, théoricien marxiste disparu en 1979 – est à nouveau en vogue pour comprendre la société contemporaine et forger un nouvel ordre politique. »

nées 1970, avec l'établissement de l'hégémonie néolibérale, un verrou a sauté. Tant et si bien que ce qui apparaissait, jusqu'alors, comme une évidence a été totalement remis en cause. S'en est suivie une crise idéologique et organique dans toutes nos sociétés. Des gouvernements nationaux à l'Union européenne, qui n'a pas de société civile pour la légitimer, la crise de légitimité s'installe.

Depuis, chacun s'emploie à apporter ses propres éléments de réponses. La social-démocratie colle au projet européen, tel qu'il s'est forgé à la conférence de Messine (1) – ce qui la mène à une aporie, quand la droite conservatrice oscille entre Viktor Orbán et Nicolas Sarkozy, jusqu'à Angela Merkel qui éprouve des difficultés à se positionner entre le CDU et sa branche CSU. Les

droites populistes connaissent, pour leur part, un véritable succès, même s'il est limité à un nombre restreint de pays, tandis que la gauche radicale se construit autour d'un renouveau, cantonné, pour l'essentiel, aux pays du sud de l'Europe ou aux marges de l'UE.

Dans ce contexte, la gauche social-démocrate évolue à contretemps, puisqu'elle adhère un peu plus encore à un bloc his-

torique qui se délite. Au prétexte qu'il n'y a pas d'alternative, elle se réfugie dans le consensus européen. Ce qui la fragilise un peu plus encore que le blairisme. Exception faite, notamment, du Parti socialiste français qui n'est pas tombé dans le piège des grandes coalitions, contrairement au PSE.



Doit-on parler de défaite idéologique, au profit d'une droitisation des esprits ?

Oui, par défaut de combat. Ce qui ne signifie pas, pour autant, que l'Europe est appelée à basculer irrémédiablement à droite. Il y a deux manières

d'interpréter la droitisation. D'un côté, il y a ceux qui sont convaincus qu'elle répond à une aspiration collective : les gens seraient irrémédiablement attirés par des idées de droite ; de l'autre, ceux qui constatent le défaut de ressort de l'idéologie de gauche et qui peut être palliée.

Les participants à la manifestation *Je suis Charlie*, en janvier dernier, ont défilé avec deux idées antagonistes en tête : la référence, pour les uns, à 1848 et à la grande tradition républicaine, et pour les autres, à une idéologie néoconservatrice. Cette bataille s'est nouée autour de cet événement. D'où découle une vraie question : quels relais sociaux pouvons-nous activer pour faire vivre des symboles forts, des images, une vision du monde résolument progressiste ? La gauche doit y réfléchir très sérieusement. Or, l'hégémonie commence à l'usine, disait Gramsci... c'est-à-dire qu'elle a un rapport avec la condition économique et sociale, qui peut d'ailleurs dépasser la stricte question économique pour intégrer d'autres expériences sociales comme la question de la mobilité etc...

? *La droite radicale a surinvesti ce combat et marqué des points, dites-vous. Cela signifie-t-il qu'elle est en passe d'inverser la tendance et de gagner la bataille culturelle ?*

Il existe plusieurs droites radicales, en Europe, qui ont entrepris un gros travail idéologique. Au Front national, contrairement à ce qui se faisait à l'époque de Bruno Mégret, où ses dirigeants s'appuyaient alors sur la « délégation générale », la revue *Identité*, des écoles de formation performantes, ou bien encore un conseil scientifique, tout vient de l'extérieur. D'un Eric Zemmour, notamment, qui fait plus office d'intellectuel organique qu'un Florian Philippot, un Wallerand de Saint-Just ou n'importe qui d'autre au sein du parti. C'est le grand paradoxe de ce mouvement, qui est un mouvement rentier électoralement.

Si c'est un fait nouveau que des penseurs dits « néo-réactionnaires » situés à la droite de la

droite ou à l'extrême droite, tels Robert Ménard, Eric Zemmour ou Elisabeth Lévy s'expriment, avec de véritables relais, on peut penser qu'ils n'ont rien de la génération spontanée. S'ils contribuent clairement à la « droitisation » des esprits, ils sont aussi le produit d'une histoire. Si l'Europe occidentale n'avait pas basculé dans l'idée de déclin, il y a trente ans, ils ne bénéficieraient pas du même écho. Les idées d'un Robert Ménard ne sont pas nées subitement. La gauche, longtemps, n'écoutait pas vraiment ce que Ménard disait. Pis, tout une partie de la gauche s'est imprégnée de l'idée de déclin et, parfois, a même soutenu Bush, voici une dizaine d'années. Les néo-réacs ont bon dos !

? *Une partie de la droite fonde pourtant son idéologie sur l'idée du déclin civilisationnel. Cette vision du monde n'est-elle pas fondée, au fond, sur l'effacement des intellectuels de gauche ?*

« La gauche, longtemps, n'écoutait pas vraiment ce que Ménard disait. Pis, tout une partie de la gauche s'est imprégnée de l'idée de déclin et, parfois, a même soutenu Bush, voici une dizaine d'années. Les néo-réacs ont bon dos ! »

La presse s'est particulièrement répandue sur le cas de Nadine Morano, après ses déclarations sur la race blanche. Elle ne parle cependant jamais de ce qui se passe à l'étranger. Tout juste un entrefilet dans quelques rares journaux sur les élections en Suisse et en Autriche. Aucun article de fond !

En France, on ignore trop souvent la richesse de la pensée critique. Je renvoie à la cartographie de la pensée critique contemporaine réalisée par le sociologue, Razmig Keucheyan, dont le travail a le mérite d'exister.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Note :

(1) La conférence de Messine est une réunion interministérielle des Six États-membres de la CECA qui s'est tenue du 1^{er} au 3 juin 1955, sur l'invitation de Gaetano Martino, afin de résoudre les problèmes causés par l'échec de la CED. C'est de cette conférence qu'allait naître, deux ans plus tard, la Communauté économique européenne et la relance de l'intégration européenne.

Spécial régionales...

En prévision des élections régionales (6-13 décembre), la rédaction de *Regards sur les droites* consacre une série de reportages aux territoires les plus exposés, politiquement, au danger frontiste et à la montée de la droite forte. Quatrième destination, la région Normandie, où le candidat UDI, Hervé Morin, ne fait guère l'unanimité dans son camp, sur fond de montée en puissance du FN, dans les zones rurales.

La Normandie sous haute tension

Au 1^{er} janvier prochain, la Normandie ne fera plus qu'une. Le tableau dressé, en 1913, par le politologue, André Siegfried, différenciant la Haute-Normandie, « pays de culture », devenue depuis industrielle, de la Basse, « pays de prairies », aura vécu. L'histoire reviendra ainsi à son point de départ, celui qui fit la gloire d'un duché dont Guillaume Le Conquérant fut l'initiateur, au XI^e siècle. Exit donc les frontières administratives. D'ici quelques semaines, Rouen accueillera le siège de la région, ainsi que les services liés à l'environnement, l'économie et les finances. Caen héritera, pour sa part, des directions de l'agriculture et des affaires culturelles, en conservant le rectorat.

Le PS a désigné son candidat, Nicolas Mayer-Rossignol, président sortant du conseil régional de Haute-Normandie, qui a succédé, en 2013, à Alain Le Vern. Adoubé par le PRG, il devra se passer du soutien des écologistes et du PCF, qui présenteront leurs propres listes. À droite, c'est Hervé Morin qui s'est imposé à l'issue d'une lutte interne. Le patron du Nouveau Centre compte parmi les trois têtes de listes obtenues par l'UDI, dans le cadre des accords passés avec Les Ré-

publicains (LR). Son crédo : une « Normandie conquérante » et économiquement dynamique qu'il martèle à longueur de discours. Il compte, par ailleurs, mettre la fusion à profit pour faire des économies d'échelle, en limitant autant que faire se peut le nombre de fonctionnaires de l'ad-

ministration régionale. Il estime ainsi à 500 le nombre de postes en « sureffectifs ». Et s'en prend à ses opposants socialistes qui, à l'en croire, envisageraient une purge dans les effectifs. Ce qui vaut à l'ex-ministre de la Défense quelques sailles de la part de ses adversaires. « Ces attaques contre les services publics sont grossièrement mensongères (...). Les chiffres du député de l'Eure sont tout bonnement faux », affirment dans un communiqué les porte-parole de la campagne, Stéphane Travert (cf. interview) et Estelle Grelier.

« L'administration territoriale s'appuie sur 1 050 salariés au siège - 535 en Haute-Normandie et 515 en Basse-Normandie. Pour les Pays de la Loire et la Bretagne, ces chiffres sont respectivement de 806 et 1 145 », renchérissent-ils.

Démagogie électorale. Morin assure avoir mis

Hervé Morin compte mettre la fusion à profit pour faire des économies d'échelle, en limitant autant que faire se peut le nombre de fonctionnaires de l'administration régionale. Il estime ainsi à 500 le nombre de postes en « sureffectifs ».

en sourdine ses ambitions nationales, pour se consacrer au local, mais ses adversaires ne se privent pas de lui rappeler sa démission, en 2010, de son siège de conseiller régional. Difficile, par ailleurs, de faire l'unité derrière cet insubordonné qui a refusé, récemment, de soumettre sa liste à la commission nationale d'investissement de l'UDI. Jean-Christophe Lagarde l'a mauvaise, d'autant qu'il se pose en éternel rival de l'ancien maire d'Epailles (Eure). Lequel n'a pas digéré sa défaite, en novembre 2014, à la présidence d'un parti profondément divisé. Tant et si bien que le Nouveau Centre, dont il préside aujourd'hui les destinées, tarde à verser sa cotisation à la caisse commune de l'UDI, fragilisant un peu plus encore ce véhicule brinquebalant que constitue la famille centriste.

Ce qui n'empêche pas, pour autant, Hervé Morin de multiplier les promesses aux pêcheurs, entrepreneurs ou autres acteurs sociaux. Il érige ainsi l'économie en priorité, et puise son inspiration dans le modèle allemand pour accompagner les entreprises, via une structure unique, qui se chargerait de les accueillir et de traiter toutes leurs questions : formalités de visa, logement des salariés, soutien à l'export... Dans le même temps, il propose la création d'une agence régionale dotée de 100 millions d'euros, capable d'entrer en fonds propres dans le capital des PME, afin de favoriser leur développement. « *Créer de nouvelles structures, de nouvelles agences, je n'y crois pas, rétorque Nicolas Mayer-Rossignol. On fait cela à chaque élection. Ce serait encore ajouter, empiler des dispositifs qui sont déjà insuffisamment lisibles. Mon objectif sera de simplifier toutes les aides, notamment en réduisant les délais au strict minimum. Cette politique sera co-élaborée et surtout co-évaluée avec des représentants des PME* ».

Sans doute le candidat de la droite ignore-t-il, par ailleurs, que plus de 2 milliards d'euros ont été investis par les régions Haute et Basse-Normandie dans les contrats de plan et le contrat Vallée

de Seine. Qu'un Fonds régional d'innovation Normand sera mis en œuvre, début 2016, pour simplifier les aides aux entreprises. Ou bien encore que les deux exécutifs n'ont cessé de soutenir les pôles de compétitivité territoriaux (TES, Hippolia, Nov€log...). Exemples, parmi d'autres, d'initiatives qui font de la Normandie la région la mieux gérée de France. « *Notre boussole est simple : faire ce que l'on dit, dire ce que l'on fait. Parce que les élus sont là pour servir, non pour se servir, confient d'une seule voix, Laurent Beauvais et Nicolas Mayer-Rossignol. Nous refusons les effets de manche et les promesses à tout va* ».

Ajoutons que la loi NOTRe reconnaît aux nouvelles régions la compétence économique. Et, qu'à ce titre, elle permettra à la Normandie d'affirmer sa puissance dans de nombreux domaines, tels que l'automobile, l'aéronautique, les nouvelles technologies, à travers le label Normandy french tech -, l'agroalimentaire, le tourisme, l'innovation et la recherche. Le candidat socialiste et son équipe entendent ainsi saisir l'opportunité de la transition

écologique pour créer des milliers d'emplois, dans le domaine des énergies marines renouvelables, notamment. « *À Cherbourg, Ouistreham et Courseulles, au Havre, à Fécamp, au Tréport, à Rouen sur le volet recherche, nous sommes en train de bâtir une nouvelle filière industrielle dont la Normandie sera la cœur, confie Nicolas Mayer-Rossignol. Nos collectivités et les ports ont réalisé les investissements nécessaires à l'accueil de cette activité. C'est concrètement pour demain* ».

Le FN en embuscade. Hervé Morin a beau jeu, dans ces conditions, de se prévaloir d'un « *modèle de croissance régionale* », dont on cherche, en vain, les contours... Et lorsqu'il se plaît à annoncer des « *propositions pour la jeunesse* », alors qu'il a, en tant que ministre, appartenu à un gouvernement qui supprimé quelque 80 000 postes dans l'Éducation nationale, ses pro-

« Notre boussole est simple : faire ce que l'on dit, dire ce que l'on fait. Parce que les élus sont là pour servir, non pour se servir, confient d'une seule voix, Laurent Beauvais et Nicolas Mayer-Rossignol. Nous refusons les effets de manche et les promesses à tout va ».

pres amis décident, au sein du conseil départemental de Seine-Maritime, de cesser de soutenir la Cité des métiers qui œuvre, avec ses partenaires, à l'orientation et à la formation de plus de 20 000 normands, chaque année. Dans l'Eure, ils ont procédé à l'arrêt brutal des bourses « Aristide Briand » qui permettaient, pourtant, à des centaines de jeunes,

issus, plus particulièrement, de territoires ruraux, de financer leurs études et leurs stages à l'international. Et, pendant ce temps-là, le FN est en embuscade. Comme partout ailleurs. Son candidat, Nicolas Bay, proche de Marine Le Pen et conseiller régional sortant, en Haute-Normandie, s'emploie à courtiser le milieu rural. Là où une partie de l'électorat n'arrive parfois plus

à vivre du fruit de son travail. Animée par un sentiment d'abandon cultivé par le FN, elle se dit prête à sanctionner le pouvoir, gauche et droite confondue. La Basse-Normandie fourmille d'exemples de cette nature, depuis les cantonales de 2011.

Si la formation lepéniste est structurellement bien implantée en Haute-Normandie, depuis une décennie, dans les zones industrialisées situées dans les banlieues de Rouen et du Havre, sa montée en puissance sur les terres chré-

Si la formation lepéniste est structurellement bien implantée en Haute-Normandie, depuis une décennie, dans les zones industrialisées situées dans les banlieues de Rouen et du Havre, sa montée en puissance sur les terres chrétiennes-démocrates de la Manche, de l'Orne et du Calvados est en revanche beaucoup plus récente.

tiennes-démocrates de la Manche, de l'Orne et du Calvados est en revanche beaucoup plus récente. Ses cibles : les ouvriers agricoles et les employés. Ceux-là même dont le vote aura une réelle incidence sur le résultat du scrutin des 6 et 13 décembre prochains. Sans compter qu'aux européennes, le FN est arrivé en tête avec 29 %

des voix, tant en Basse qu'en Haute-Normandie. Un an plus tard, il confirmait son ancrage, recueillant 26,2 % des suffrages aux départementales. La paupérisation des agriculteurs, et le surendettement dont ils sont victimes pèsent, sans nul doute, dans la balance.

Face à cette menace, le candidat socialiste peut se prévaloir d'être la tête de liste de la région la mieux gérée de France,

d'après un rapport de la chambre régionale des comptes. Il peut, surtout, s'appuyer sur le bilan de ses devanciers et l'expérience acquise des exécutifs régionaux socialistes qui constitue un véritable atout pour mettre en application la fusion. Loin des promesses de ses adversaires, dont les propos relèvent, pour l'essentiel, de généralités creuses.

Bruno Tranchant

POINT DE VUE



Frédéric Lévillé

est conseiller départemental du
canton d'Argentan 1

« Nous faisons une erreur en diabolisant le FN »

Quelle est la situation politique, à droite, dans l'Orne ?

La situation est particulière, dans la mesure où le président du conseil départemental, anciennement membre de l'UMP, n'est plus membre du parti Les Républicains (LR). Ce parti n'en demeure pas moins majoritaire sur la liste des régionales qui soutient la candidature d'Hervé Morin.

Globalement, la droite est tiraillée, mais je ne doute pas qu'elle saura se rassembler, le moment venu. Leur tête de liste départementale, Bertrand Deniaud, appartient aux réseaux anciens de l'UMP sur une terre traditionnellement ancrée à droite. Si nous tenons les villes, ses alliés obtiennent leurs meilleurs résultats en milieu rural où ils durcissent volontairement le ton.

Comment expliquez-vous cette tendance ? Quels thèmes la droite met-elle en avant ?

Dans nos campagnes, la droite a toujours tenu un discours ferme, voire même dur, alors qu'elle se fait moins agressive dans les zones urbaines. De ce point de vue, sa stratégie est identique à celle du FN. Concrètement, ses candidats fustigent la loi NOTRe et font mine de déplorer la disparition des services publics, dont ils sont pourtant les principaux responsables. C'est une thématique qui marche, tant à la campagne qu'en ville où il est beaucoup

question d'étranglement financier, au gré des interventions de nos adversaires.

Ceux-ci sont, en revanche, bien en peine de stigmatiser la région Haute-Normandie, qui présente le meilleur bilan de France. Ils n'en ont pas moins récupéré cinq départements dans leur escarcelle, dont ils s'évertuent à vanter les mérites, en nous taillant des croupières.

Quid du FN ? Quelles stratégies déploie-t-il sur le terrain ?

Il ne fait aucune proposition concrète, et s'en tient à un discours empathique, tout en critiquant vertement la loi NOTRe et la politique agricole que nous menons. Globalement, il ne se livre guère qu'à des constats négatifs, sans rien proposer de concret. C'est pourquoi il nous faut travailler sur les textes, en nous livrant à une véritable critique de fond, ce que nous ne faisons pas suffisamment à mon sens, tant à l'échelle locale que nationale. Sans compter que la droite éprouve de réelles difficultés à se positionner, par rapport à ce discours.

Comment le PS déploie-il la riposte ?

La campagne se fait à Rouen, et non dans l'Orne. Nous ne disposons donc pas des coudees franches pour mener le combat. Je crois, toutefois, que nous faisons une erreur en diabolisant le FN. C'est lui donner une importance qu'il n'a pas, ce, d'autant plus qu'il est dans

l'empathie avec les électeurs qui se braquent un peu plus encore contre nous. Il faut donc aller le chercher sur le fond, et démontrer qu'il n'a ni idées ni programme. Le slogan de Nicolas Bay est, à cet égard, éloquent : « Libérons la Normandie ». Rien de concret !

Le drame, c'est qu'une grande partie de la population n'accorde beaucoup d'intérêt aux programmes.

Oui. Elle vote contre un système, de droite comme de gauche. Or, il n'y a aucune porte de

sortie. Sans compter que les candidats frontistes n'ont pas la moindre compétence technique. Parlons formation professionnelle, APA, RSA, aménagement du territoire et, plus largement, des thématiques propres à la région, sans en sortir. Mais, cessons de diaboliser le FN, et rendons lui coup pour coup ! À charge, pour nous, de démontrer qu'il est incompetent. Il faut le marteler. Les électeurs ont besoin d'élus responsables, compétents et disponibles.

Propos recueillis par B.T.

Quand Morin viole délibérément les statuts de son parti...

L'affaire aurait pu passer inaperçue, si un communiqué en date du 27 octobre dernier, à la signature d'Amor Louhichi, ex-colistier de l'ancien sénateur-maire Jean-Luc Miraux (Divers droite) aux municipales, n'avait soulevé la polémique. Ce proche de Jean-Christophe Lagarde s'est plu ainsi à accuser Hervé Morin de « *non respect et de violation des statuts* », en saisissant la Commission nationale d'arbitrage et de transparence (CNAT) de l'UDI.

Le Secrétaire national UDI en charge de la question de l'emploi des jeunes reproche au député de l'Eure de ne pas avoir soumis sa liste à ladite commission. Pis, il aurait refusé de déposer un recours auprès de cette même instance, enfreignant ainsi ouvertement la règle. « *Je me vois donc dans l'obligation de dénoncer un déni flagrant de démocratie et, au-delà, un manquement grave à la procédure interne du parti qui de fait invalide cette liste* », a-t-il fait valoir. Un « *fait grave* », ajoute Amor Louhichi, qui ne peut « *qu'entacher notre action et message au quotidien* ». « *Nous ne pouvons nous prétendre exemplaires et futurs rassembleurs de la Normandie et en même temps, bafouer ainsi et en toute impunité notre règlement* », conclut-il. B.T.

Témoignage



Stéphane Travert

est député de la Manche
et conseiller régional.

« La confrontation avec la droite peut être violente »

Quelle est la situation politique à droite dans le département de la Manche ?

Au regard des dernières départementales, elle a remporté un grand nombre de cantons, à l'exception de ceux qui se situent dans le nord, de l'agglomération de Cherbourg à La Hague. Sur ma propre circonscription, il ne me reste plus que deux conseillers régionaux sur quatorze ! Nous avons donc été confrontés à un véritable raz-de-marée, même si nous sommes parvenus, bon gré mal gré, à conserver nos places fortes.

La droite est donc présente sur l'ensemble du département, en dépit de ses fortes divisions. L'effet « primaires » commence d'ailleurs à peser sur les esprits. Avec, en ligne de mire, une joute interne qui oppose d'ores et déjà les tenants d'une ligne dure et les défenseurs de l'aile modérée. Tocqueville disait de la Manche qu'elle était composée de personnalités violemment modérées. Ce principe vaut toujours. Tant et si bien qu'il nous est possible de discuter avec les uns, et beaucoup plus difficilement avec les autres. Force est de reconnaître que la confrontation peut être violente.

Quels sont les thèmes déployés par vos opposants de droite ?

L'illégitimité à gouverner, que ce soit à la tête de l'Etat ou de la région. D'où des attaques en règle contre une gauche prétendument dogmatique et idéologique qui se livrerait à des hausses d'impôt injustifiées et dépenserait sans compter. Rien de bien nouveau, donc. Ce refrain occupe durablement l'actualité, à droite.

Comment le Front national occupe-t-il le terrain ?

Il ne peut guère compter que sur quelques élus municipaux qui concentrent le tir sur les marais, la zone rurale du bocage où ce parti a recueilli 30 % des voix. Lors des élections départementales, il a obtenu 24 à 25 % des suffrages, sans avoir fait campagne, alors même que ses candidats étaient de parfaits inconnus. Leurs thématiques sont nationales et le seul mot d'ordre de la tête de liste, Nicolas Bay, est de libérer la Normandie ! Pour ceux qui connaissent l'histoire de notre région, ces propos apparaissent très choquants. Le débarquement s'est opéré le 6 juin 1944, laissant pour morts de nombreux martyrs. Pour le reste, la rhétorique et la logorrhée déployée par le FN revêtent un tout autre sens, résolument xénophobe. Il joue, en particulier, sur la disparition des services publics, la hausse du chômage, la

perte d'emplois de proximité... Sans parler de l'immigration érigée en véritable repoussoir, au prix d'un discours à la fois formaté et simpliste qui touche une frange précise de son électorat.

Fort de ce constat, comment le PS se déploie-t-il sur le terrain ?

Nous sommes très présents, en lien avec nos élus et le tissu associatif. Nous nous efforçons de démontrer l'absurdité des propositions for-

mulées par les candidats frontistes, ce d'autant plus qu'il n'y a pas de répondant en face et que leur notoriété supposée tient à la seule figure de Marine Le Pen. Aucune proposition économique et sociale ! Autant dire que dans le débat, les candidats du FN sont inexistants. Il nous faut donc démystifier les choses, en démontrant notre connaissance du réel et l'absurdité des propos de nos adversaires.

Propos recueillis par B.T.

Témoignage



Timour Veyri

est le chef de file de l'opposition à Evreux, dans l'Eure.

« Hervé Morin se livre à un florilège d'inexactitudes et de mensonges »

Quelle est la situation politique à droite dans l'Eure, à moins de cinq semaines du scrutin ?

Il y a une union de façade entre le parti Les Républicains (LR) et l'union du centre, qui bat de l'aile, dans la mesure où l'UDI, dont une partie dénonce les accords, est frustrée. La tête de liste, Hervé Morin, a négocié avec Bruno Le Maire, pour être le candidat naturel de la droite, en Normandie, en renonçant à se présenter aux primaires. Cette situation est connue. De son côté, le MoDem est hors-jeu, même si un rapprochement avec Hervé Morin semble se dessiner.

Quant aux Républicains, ils ont négocié le poste de numéro 3 sur la liste, au profit du maire d'Evreux, Guy Lefrand. Les autres sont peu connus, mais il est acquis qu'il y aura bien un représentant de Debout la France.

Quels sont les thèmes déployés par la droite, dans le cadre de la campagne ?

L'essentiel des argumentaires porte sur les transports, où la démagogie est la norme. La droite promet, ainsi, de diviser les temps de trajet par deux, sans avancer la moindre proposition. Pas grand-chose, sur les autres dossiers. Les propositions se font attendre. Hervé Morin se livre même à un florilège d'inexactitudes et de mensonges sur de nombreux su-

jets. Il ne fait d'ailleurs pour ainsi dire pas campagne. C'est le président du conseil départemental, Sébastien Lecornu qui fait l'essentiel du travail, en lien avec quelques élus, dont Guy Lefrand. Ceux-ci menacent, notamment, de ne plus verser le RSA aux allocataires et annoncent vouloir faire la chasse à la fraude sociale. Ce qui permet au candidat de se concentrer sur d'autres tâches. Ils proposent, en particulier, de recentrer les collectivités sur leurs champs de compétence initiaux. Ce qui justifie une chasse aux sorcières, en ciblant les subventions allouées aux associations. L'exemple vaut aussi pour les restos du Cœur.

Quelle est la situation du Front national ?

Il est très présent sur Evreux, avec un local attitré. Son candidat, Nicolas Bay, député européen et conseiller régional occupe le terrain et la campagne d'affichage bat son plein. Pourtant, il ne fait pas la moindre intervention dans la presse, pas plus qu'il ne formule de propositions. Il se contente de surfer sur la notoriété du mouvement Bleu Marine.

Comment les militants organisent-ils la riposte ?

Le déploiement sur internet et les réseaux sociaux est important. Sur le terrain, les têtes d'af-

fiche sont présentes, et prennent part à toutes les manifestations locales. Mais, rien n'est simple, dans la mesure où Hervé Morin exerce un véritable magistère sur le territoire. Il ne se prive d'ailleurs pas de mettre la pression sur nos candidats. Lesquels essuient parfois même des menaces.

Enfin, nous faisons suivre tous les argumen-

taires, rédigeons de nombreux communiqués de presse sur les méfaits de la droite et ses prises de positions controversées. Nos équipes sont jeunes et réactives, dans une logique de conquête.

Propos recueillis par B.T.

Transports : quand Morin déraile...

Jusqu'ici, Hervé Morin était connu dans l'Eure pour avoir supprimé 1 500 emplois, au sein du Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques (LRBA). Et voilà que celui qui soutenait, il n'y a pas si longtemps, l'idée que le projet de « TGV Sarkozy » entre Paris et Le Havre ne pouvait s'autoriser la moindre desserte, vient d'appeler à un grand plan Marshall pour le train. Avec des dépenses somptuaires à la clé.

Dans un communiqué, Marc-Antoine Jamet, Premier secrétaire fédéral et tête de liste départementale, dans l'Eure, ne manque pas de rappeler que le « fondateur et fossoyeur du Nouveau Centre » a passé sous silence les interventions menées par Nicolas Mayer-Rossignol, avec son homologue bas-normand, auprès de Guillaume Pepy, pour exiger des améliorations rapides à la situation ferroviaire normande : mise en place d'un suivi particulier sur les trains aux heures de pointe ; renforts humains supplémentaires pour la préparation des rames ; mise en œuvre d'une démarche dite de co-design/conception entre les associations d'usagers et la SNCF pour améliorer la qualité du service, lancement d'un audit de maintenance...

Efforts conséquents. Bien que cette compétence ne relève pas de ses attributions, « la collectivité s'est, en effet, engagée à financer le Technicentre de Clichy (817 000 €), où une deuxième voie équipée de matériels spécifiques a été mise en service pour réaliser les opérations de maintenance plus efficacement, et à investir sur le site du Technicentre Normandie de Sotteville-lès-Rouen (392 000 €), avec des emplois locaux à la clé, afin d'améliorer le dispositif d'entretien des matériels, mais également la vidange des toilettes, précise Marc-Antoine Jamet. La Région a également investi 80 millions d'euros pour l'achat de 60 Régjolis, TER (Trains express régionaux) nouvelle génération, moins polluants, plus confortables

et plus performants d'une capacité par wagon de 218 places-dont 26 dédiées aux personnes à mobilité réduite, renchérit l'élusocialiste. L'arrivée progressive de ces nouvelles rames - la première est en circulation, depuis septembre dernier, sur la ligne Rouen-Dieppe - est une bonne nouvelle pour tous les usagers. Elle a été passée sous silence... »

Or, cet investissement s'ajoute aux 400 millions engagés pour l'achat et la rénovation des rames régionales, dont la fréquentation a augmenté de près de 45 %, en 5 ans. « Certes, si les TER normands, gérés par la Région, sont parmi les plus performants de France - juste derrière l'Alsace, en tête - grâce aux investissements régionaux, la qualité du service ferroviaire sur les liaisons Intercités (liaisons vers Paris) relevant des compétences de l'Etat, et non de la Région, n'est toujours pas à la hauteur lors des heures de pointe faute d'investissements suffisants de SNCF Réseau (anciennement Réseau Ferré de France) sur les infrastructures depuis de trop nombreuses années », prend soin de préciser l'édile.

Entre mobilisation et vigilance. Les propos d'Hervé Morin, fondés sur une critique en règle des politiques menées par l'exécutif régional, pèsent peu, au regard des faits... La Région mène ainsi une politique volontariste et ambitieuse, agissant bien au-delà de ses prérogatives : modernisation des gares, dont Gaillon, Blangy-sur-Bresle, Auffray, Vernon, rebaptisée Vernon-Giverny, Bernay et Val-de-Reuil et haltes ferroviaires de Normandie, création de pôles d'échanges multimodaux aux abords des gares, rénovation des lignes Serqueux-Gisors, Fécamp-Bréauté et Abancourt-Le Tréport, mise en place d'un système de billettique unique plus simple et moins cher, Atoumod, pour faciliter l'usage des transports en commun sur le territoire, Ligne Nouvelle Paris Normandie...

Restent les attentes légitimes des usagers, liées

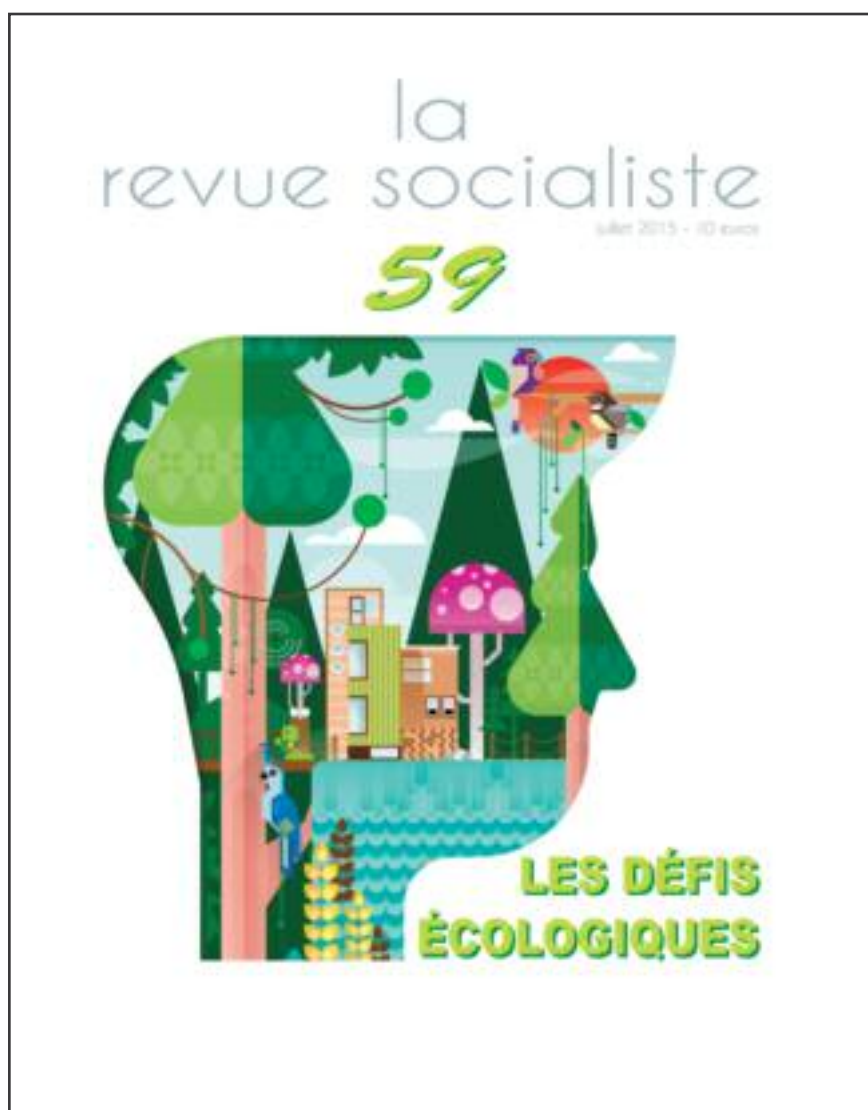
aux questions matérielles ou au accidents, qui peuvent nuire à la qualité de service, qui appellent une vigilance accrue de la part des élus. *« C'est pourquoi la Région, qui rencontre régulièrement toutes les associations d'usagers, reste mobilisée et vigilante pour obtenir de la SNCF des trains plus rapides, plus réguliers, plus fiables et plus nombreux sur les lignes qui relèvent de sa responsabilité, conclut Marc-Antoine Jamet. L'importance du sujet mérite*

mieux que de promettre n'importe quoi à l'approche des échéances électorales ! Il ne faut pas mentir aux citoyens, mais plutôt expliquer les choses avec honnêteté, et agir avec les leviers dont nous disposons pour les améliorer. C'est le sens de notre action derrière Nicolas Mayer-Rossignol ».

B.T.

La Revue Socialiste

Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial aux défis et problèmes auxquels se confronte la Conférence mondiale sur le climat, la COP 21, qui se réunira à Paris, fin novembre. À lire !



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :